

## Lettre n°78

### Le « Sud global » : un mythe ?

*« Le caractère le plus profond du mythe, c'est le pouvoir qu'il prend sur nous, généralement à notre insu ». Denis de Rougemont dans l'amour et l'Occident.*

Depuis l'invasion de l'Ukraine et la tentative occidentale de rallier, sans succès, l'ensemble des pays de la planète à des sanctions contre la Russie, s'est développé ou généralisé l'emploi de l'expression « Sud global ».

Que recouvre ce terme ? A-t-il la moindre pertinence ? Peut-on parler du monde émergent comme d'un ensemble homogène ? Quelle stratégie la Chine et la Russie peuvent-elles mener ?

Autant de questions auxquelles nous essaierons de répondre dans cette Lettre 78, en gardant à l'esprit l'idée énoncée par Denis de Rougemont.

#### **La faible pertinence du concept de « Sud global » :**

Indépendamment du ressentiment contre les puissances coloniales et mise à part les vulnérabilités partagées, les pays du Sud ont peu en commun. Tels sont les 3 points qui retiennent l'attention.

#### ***Le ressentiment :***

L'expression « Sud global » fait florès mais elle ne recouvre d'autre réalité qu'un ressentiment à l'égard de puissances coloniales qui ont octroyé des indépendances, il y a maintenant 60 à 80 ans.

Il y a là un moyen facile d'attribuer l'échec d'autocrates actuels à des ingérence lointaines.

La frustration, la rancœur sont évidentes dans ce groupe de pays. Et on peut aisément comprendre que la mise en rapport du montant de l'aide militaire déversée sur l'Ukraine avec l'aide au développement versée par les pays de l'OCDE peut paraître illustrer l'égoïsme des pays développés.

Du ressentiment au ralliement à la Chine, il y a néanmoins un fossé. Voter neutre à l'ONU à propos de l'adoption de sanctions ne signifie pas voter pour le duo Chine-Russie.

Si les pays du Sud entendent s'affranchir de l'Occident, ce n'est pas pour devenir vassaux de la Chine. Si ces pays n'ont pas voté les sanctions, ils ne vont pas demain arrêter de commercer avec l'Occident et ils resteront prêts à accueillir toute usine qui quitterait la Chine. On pense au Vietnam et à l'Inde pour des usines Apple.

#### ***Les vulnérabilités :***

- La dette :

Entre 2008 et 2021, la dette mondiale non financière est passée de 1.8x le PIB à 2.57x et, début 2023, elle était à 2.4x.

Toute hausse des taux aux Etats-Unis a un effet amplifié dans les pays émergents car ils craignent les sorties de capitaux, la dépréciation de leur devise, l'aggravation de l'inflation. L'Egypte est ainsi confrontée à un taux à 10 ans à près de 25%.

Conséquences de la dépréciation des devises de 9% contre \$ en 2022 et de la hausse des taux, le **FMI** juge 37 des 69 pays à « faibles revenus » dans l'incapacité de rembourser leurs dettes.

Selon la **CNUCED**, la charge de la dette des pays les plus pauvres représente en moyenne 16% de leurs recettes, soit le pourcentage le plus élevé depuis 1998 et l'équivalent de leurs dépenses cumulées pour la santé et l'éducation. Cette charge de la dette pourrait s'accroître de plus de \$800 milliards d'ici 2025. Le pire est le Sri Lanka où les remboursements en 2023 représentent 75% des recettes. La Zambie, le Ghana, le Pakistan sont aussi fragilisés.

La majorité des pays à faibles revenus sont donc à risque, comme lors de la crise en Asie en 1998 quand le baht thaïlandais avait perdu plus de la moitié de sa valeur, la Bourse 60% et le PIB 20%.

Selon la **Banque mondiale**, \$810 milliards de dettes dans une soixantaine de pays devraient être restructurés.

- Pas de rattrapage de l'Afrique :

La croissance attendue du PIB est de seulement 3.6%, un chiffre faible au regard de la croissance démographique. La part du continent dans la production industrielle mondiale est à moins de 2%. La dette publique est problématique à 56% du PIB car entre 2000 et 2020, la dette africaine a été multipliée par 5 à \$700 milliards et la Chine détient 12% de cette dette.

L'Afrique, portée par sa démographie, un doublement de la population à 2,5 milliards d'ici 2050, riche de terres agricoles et de matières premières, attire beaucoup d'investisseurs, l'Europe, toujours première, mais également la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, la Turquie, la Russie.

Si le sommet Etats-Unis/Afrique en décembre 2022 a réuni 50 des 54 Etats africains, il n'est pas sûr que le prochain sommet Russie-Afrique à St Pétersbourg en juillet en réunisse une quinzaine.

**Les nombreuses divisions :**

Dire que l'Occident est isolé ou minoritaire parce que 35 pays représentant plus de la moitié de la population mondiale ont voté « neutre » sur les sanctions infligées à la Russie ne détermine en rien l'existence d'un front commun anti-occidental.

- Les BRICS :

Il n'y a aucune homogénéité entre ces pays du Sud. Pour s'en tenir aux BRICS, on peine à trouver des similarités et la Chine écrase les autres. La Chine a un PIB supérieur aux autres membres des BRICS. Si on additionne le PIB de l'Inde, de la Russie et du Brésil, on est à peine à 7% du PIB mondial.

Certains des BRICS vivent des exportations de matières, d'autres en sont massivement importateurs.

- Inde et Chine :

Les deux pays ont la même population mais le PIB chinois est au moins 5x plus important et les deux pays sont en guerre, tout au long d'une frontière commune de 3500 km au Tibet, depuis l'annexion du Tibet par la Chine en 1950. En 1962, l'Inde a perdu la guerre contre la Chine mais depuis lors les escarmouches sont fréquentes.

Inde et Chine sont également opposées à travers le soutien chinois au Pakistan et à travers les Routes de la soie auxquelles l'Inde ne participe pas.

Ce qui est sûr, c'est que 1,4 milliard de Chinois ne pourront pas compter sur 1,4 milliard d'Indiens dans un éventuel combat contre les Etats-Unis car l'Inde participe au Quad, alliance des Etats-Unis, du Japon et de l'Australie contre l'impérialisme chinois.

Le PIB indien a crû de 70% ces 10 dernières années, grâce aux services, le pays est assez ouvert avec des échanges représentant 40% du PIB et des IDE atteignant 1.5% du PIB mais la Bourse reste peu développée avec une capitalisation ne représentant qu'un quart du PIB.

A cause du faible développement de l'industrie, le problème fondamental de l'Inde reste la faiblesse des créations d'emplois alors qu'il faudrait pouvoir en créer 200 millions ces 10 prochaines années. Le secteur de la technologie ne peut suffire car il n'emploie que 5 millions de personnes.

En outre, il y a toujours une grande carence des services publics, éducation et santé, des infrastructures défaillantes car les dépenses publiques ne représentent que 30% du PIB et un travail informel qui représente 90% des travailleurs.

- Les divisions entre les autres pays du Sud :

Au-delà des BRICS, quoi de commun entre le Vietnam et l'Arabie Saoudite, entre la pauvreté du Pakistan et la richesse des pays du Golfe, entre le Chili et l'Algérie...

### **Le positionnement de la Chine : une détérioration de l'image dans le monde.**

#### ***Sous l'angle politique :***

La Chine, c'est, juste après l'Inde, 18% de la population mondiale. Elle a commencé à décoller après la prise de pouvoir en 1977 de Deng Xiao Ping et la réduction progressive de l'emprise du Parti communiste sur les entreprises privées.

Depuis l'arrivée de Xi en 2012, on assiste à une centralisation, une emprise sur le secteur privé, notamment sur les entreprises de la tech et de la finance et un renforcement du Parti communiste dans les entreprises. Approximativement 70% des sociétés chinoises en bourse sont des entreprises d'État.

Conséquence des tensions politiques, des sanctions économiques et du ralentissement de la croissance structurelle, les investissements directs depuis l'étranger ont tendance à diminuer. L'accent est mis à nouveau sur les politiques anticorruptions dans le secteur bancaire et dans une trentaine de grandes sociétés publiques comme Petrochina, Cnooc et Sinopec.

#### ***Sous l'angle local :***

- Le ralentissement de la croissance :

Loin des 10% de croissance annuelle des années de rattrapage, la croissance ne saurait aujourd'hui dépasser 5% et va tomber prochainement à 3%/an.

Le FMI maintient sa prévision d'une croissance de 5.2% en 2023 mais la contribution de la Chine à la croissance internationale, environ un tiers, les années avant Covid, ne devrait pas dépasser 20% ces prochaines années car le ralentissement de la croissance est structurel.

Ainsi la perspective de dépasser le PIB en valeur des Etats-Unis autour de 2030 s'éloigne et peut-être n'interviendra jamais.

- La volonté d'indépendance stratégique :

La Chine, depuis le plan « China 2025 », présenté en 2015, tente de gagner en indépendance stratégique dans quelques secteurs clés comme l'aéronautique, la 5G, l'I.A. Elle a réduit sensiblement le poids des composants étrangers dans sa production mais elle est de plus en plus bloquée par les pays occidentaux quand elle essaie de racheter des sociétés à l'Ouest et ne dépense que 2.5% de son PIB dans la R&D contre 3.4% pour les Américains.

Elle est donc condamnée à miser sur ses propres forces en interne mais au prix d'une productivité moindre. Or, ces dernières décennies la Chine a pu, impunément, accaparer, copier les brevets occidentaux.

- Les faiblesses de la Chine :

Un des problèmes de la Chine, c'est la faiblesse de la consommation intérieure, autour de 40% du PIB contre près de 80% aux Etats-Unis. Telle est la conséquence d'une faible protection sociale, du coût de l'éducation, de la faiblesse des retraites et de la couverture santé (l'ensemble représentant 8% du PIB contre 20% dans la zone euro), d'une épargne de précaution abondante, 1/3 du revenu brut contre 15% dans la zone euro et beaucoup moins aux Etats-Unis.

Cette épargne est concentrée dans un secteur en crise, l'immobilier car ces dernières années il y a eu surinvestissement, 1/3 du PIB consacré au secteur de la construction au sens large car les stocks de logements invendus sont élevés.

Le poids de la Chine dans la consommation mondiale reste moitié moindre que celui des Etats-Unis, 13% contre 27% !

Fondamentalement, la Chine souffre également d'une dette publique en forte hausse depuis 2018 de 56% du PIB à 82%, d'un dérapage pire encore de la dette globale, de la hausse du taux de chômage des jeunes de 18.1% en février à 19.6% en mars en dépit de la décroissance démographique. La croissance est aussi freinée par les surcapacités dans divers secteurs autres que l'immobilier et le pays est toujours fragilisé par sa dépendance alimentaire qu'il voudrait réduire.

***Sous l'angle international :***

- Des offensives tous azimuts :

Puissance industrielle internationale, la Chine consomme 1/4 de l'énergie mondiale, est le premier importateur de pétrole, consomme plus de 50% du ciment, du cuivre et de l'acier produits dans le monde.

La Chine multiplie les opérations séduction dans le « Sud global » et, outre les pays d'Asie et parfois d'Europe, a réussi à intégrer une vingtaine de pays d'Amérique latine dans les Routes de la soie.

A cela s'ajoutent ses succès pour inciter les pays à couper les relations diplomatiques avec Taïwan. Ainsi, seuls, en Amérique Latine, le Paraguay et le Guatemala préservent des liens avec Taipei et, dans le monde, ils ne sont plus qu'une douzaine.

Mais les échanges avec l'Amérique latine sont bien moindres qu'avec les pays de l'OCDE, \$152 milliards avec la première économie du continent, le Brésil en 2022, c'est près de 6 fois moins qu'avec la seule Europe.

La Chine essaie aussi d'élargir l'OCS, l'Organisation de Coopération de Shanghai, créée en 2001, initialement avec les pays d'Asie centrale, la Russie, puis avec le Pakistan, l'Inde en 2016, l'Iran en 2021 qui effectue déjà plus du tiers de ces échanges avec la Chine. Le gouvernement chinois veut ainsi ériger un modèle alternatif à l'Occident dans un ensemble comptant la moitié de la population mondiale.

Nonobstant ces indéniables percées, l'internationalisation de la Chine n'est pas un chemin pavé de roses.

En Asie, les relations de la Chine avec ses voisins de la mer de Chine, Philippines et Vietnam, et également à l'Ouest, avec l'Inde sont tendues.

- Vis-à-vis de nombre de pays émergents :

La Chine dispose d'une bonne image, celle d'un pays du Sud, celle d'une alternative aux anciennes puissances colonisatrices, celle d'un important investisseur. Mais, la méfiance, la défiance même, s'insinuent. La Chine, gros créancier des pays pauvres, \$850 milliards estimés, n'est pas encore prête à jouer le jeu du Club de Paris, à accepter des pertes en capital et voudrait s'en tenir à des rééchelonnements.

La Chine est de plus en plus contrainte d'accorder des prêts de sauvetage aux pays partenaires en difficulté, \$185 milliards sur les seules 5 dernières années selon l'Institut Kiel. Depuis 2020, Rhodium Group recense près de \$80 milliards de prêts renégociés ou en défaut, un chiffre en nette augmentation ces dernières années.

Gros créancier des pays en difficulté, la Chine voudrait changer les règles afin que le FMI et la Banque mondiale renoncent à leur statut de créancier privilégié et à une partie de leurs créances. La Banque mondiale refuse de crainte de voir sa note dégradée et ainsi de ne plus pouvoir prêter à taux bas.

- En Afrique :

L'UE est un plus gros investisseur que la Chine, en investissant uniquement dans les mines et l'énergie crée peu d'emplois. La Chine prête plus qu'elle n'investit et elle n'hésite pas à tordre le bras des pays en difficulté pour rembourser les crédits.

Le succès initial des Routes de la soie est terni par la gestion chinoise des impayés. On pense à la prise de contrôle du port de Gwadar au Sri Lanka. On pense à l'annulation de différents projets décidée par le président malaisien Mahathir en 2018. On pense aux difficultés de pays africains comme l'Angola, avec une dette extérieure due à la Chine à plus de 70% de son PIB.

Le pragmatisme, l'opportunisme, la volonté de se tenir à l'écart de la confrontation idéologique sino-américaine, dictent leur comportement mais, en moyenne, et c'est là l'essentiel, ils commercent deux fois plus avec le bloc de l'Ouest qu'avec l'ensemble sino-russe et ils achètent une part substantielle de leurs armements au bloc occidental.

- Avec l'Union européenne :

La Chine accroît chaque année ses excédents commerciaux. Elle a tenté de prendre le contrôle d'entreprises européennes, exemple le rachat de Volvo en 2010 par Geely, de Kuka en Allemagne dans les robots. Elle a tenté, par la signature d'accords bilatéraux ou l'élargissement des Routes de la soie à la Grèce et au Portugal, ou encore avec l'accord 16+1 en Europe de l'Est de fracturer l'unité de l'Union européenne mais en vain.

Aujourd'hui la position chinoise, proche de celle de la Russie éloigne d'elle les pays de l'Est. Et l'Union européenne a resserré les rangs contre la Chine.

Aussi les investissements chinois en Europe sont tombés à 10 milliards d'euros en 2021. Mais la Chine ne peut se fâcher avec l'U.E, son premier partenaire commercial avec \$850 milliards d'échanges en 2022. A titre de comparaison, les échanges avec la Russie sont à \$190 milliards et avec les Etats-Unis, depuis 2017, les importations américaines de Chine ont baissé de 20% quand les importations européennes de Chine ont augmenté de 70%.

### **La Russie : une économie affectée mais un pays non isolé.**

Poutine revendique l'héritage de Yalta et des sphères d'influence. Selon lui, il n'existe que quatre Etats souverains -Etats-Unis, Russie, Chine, Inde-, les autres n'étant que des vassaux.

Dans le Sud, la Russie veut être perçue comme successeur de l'URSS, un pays qui a aidé les mouvements de libération contre le colonialisme et ainsi, depuis 2015, Poutine a noué des liens avec beaucoup de pays du Moyen-Orient, de l'Afrique, de l'Amérique latine.

Même si les sanctions ont fait basculer la Russie en récession, l'efficacité des sanctions est limitée par un rapprochement avec d'autres pays sous sanctions, la Chine et l'Iran, sans oublier l'Inde, des pays africains, le Brésil et quelques pays du Moyen-Orient.

Reflet de l'efficacité mitigée des sanctions : les volumes de production et d'exportation de pétrole russe sont stables depuis le début du conflit mais les recettes sont moitié moindres.

La Russie espère compter sur une aide chinoise. Elle vend 30% de plus de pétrole et les échanges en 2022 ont atteint 190 milliards de dollars. Mais, à raison, elle s'inquiète d'être vassalisée par la Chine.

La Russie, à la tribune de l'ONU, essaie de stigmatiser le monde occidental, d'imposer une nouvelle gouvernance mais pour l'instant sans grand succès.

**Conclusion : la notion de « Sud global » relève bien du mythe. « Ne pas déplorer, ne pas détester mais comprendre » Spinoza.**

En résumé, et en ligne avec l'injonction de Spinoza, on peut comprendre la rancœur, l'aigreur des pays du Sud devant l'ampleur de l'aide versée à l'Ukraine, l'accueil sans réserve des réfugiés alors que les frontières européennes sont chaque jour plus fermées à l'Afrique. Mais cela ne suffit pas à constituer un concept de « Sud global », cela ne masque pas les antagonismes et l'opportunisme. A cette notion de Sud global, on préfère ressortir le message de la conférence de Bandung en 1955, le « non-alignement », la volonté de beaucoup de ces pays de s'inscrire à équidistance de l'Ouest et de la Chine, pour tirer le meilleur des deux.

- ***Sous l'angle politique*** : 4 remarques

Qu'une majorité de la population mondiale ne supporte pas les sanctions voulues par l'Occident contre la Russie peut traduire un ressentiment à l'encontre d'un Occident, une volonté de ne voir dans l'affrontement russo-ukrainien un simple conflit européen ne signifie en rien un ralliement à la Chine, simplement une volonté de non-alignement. La fragmentation, l'opportunisme, l'affranchissement sont des termes plus appropriés pour essayer de comprendre le positionnement des pays du Sud.

2022, au-delà des bruits de bottes de la Russie et de la Chine, restera une année d'échecs pour nombre d'autocrates. Echec en Ukraine, échec chinois dans la gestion de la Covid, échec des mollahs en Iran à satisfaire les attentes légitimes du peuple pour une amélioration du niveau de vie et davantage de liberté.

Impossible d'envisager le Sud comme un bloc proche de la Chine. L'Inde, désormais 1<sup>er</sup> pays par la population est en opposition frontale avec la Chine au Tibet et un membre actif du Quad aux côtés des Etats-Unis, du Japon et de l'Australie.

Indubitablement, les démocraties sont fragilisées par le populisme né de la montée des inégalités mais les inégalités, en Chine ou en Russie, notamment, sont plus grandes qu'à l'Ouest et la contestation y est réprimée.

- ***Sous l'angle économique*** : 4 remarques

Le rattrapage des pays émergents a été stoppé par les trois chocs, Covid, énergie/inflation, banques. Comme l'a noté ***Esther Duflo, prix Nobel d'économie*** « ***Les pays riches ont consacré 27% de leur PIB à des mesures de soutien de leurs populations et 2% dans les pays pauvres*** ».

Une crise financière dans les pays émergents pourrait dégénérer comme dans les années 90 en Asie.

Le FMI souligne, avec justesse, que la cristallisation de la planète en blocs économiques rivaux serait préjudiciable à la croissance et à la productivité.

La Chine, comme d'autres pays, voit sa population baisser, mais, au regard de la nature de son régime, elle ne saurait bénéficier de l'immigration choisie. Une richesse dont jouissent pleinement les Etats-Unis. Pensons aux Indiens à la tête d'Alphabet et de Microsoft et à beaucoup d'autres.

- ***Sous l'angle diplomatique*** :

Une Russie, sans Poutine, capable de faire la paix et de se retirer d'Ukraine aurait beaucoup plus de liens à tisser avec l'Europe qu'avec la Chine, pays culturellement différent, potentiellement menaçant en Sibérie, économiquement trop dominant vis-à-vis de son vassal russe.

- ***Sous l'angle des marchés financiers*** :

On maintiendra le conseil de prudence sur les obligations des pays émergents et sur les actions à l'exception des monarchies du Golfe Persique. Sans surprise, les pays du Sud, depuis le début de l'année, enregistrent les performances boursières les plus décevantes.

Genève, le 1<sup>er</sup> mai 2023

*Bruno Desgardins*

**Bruno Desgardins**

CIO

Switzerland



**SingAlliance Pte Ltd**

20 McCallum Street  
#18-01 Tokio Marine Centre  
Singapore 069046  
T: +65 6303 5050  
E: [info@singalliance.com](mailto:info@singalliance.com)

**SingAlliance (Switzerland) SA**

16bis rue de Lausanne  
1201 Geneve  
Switzerland  
T: +41 22 518 85 85  
E: [info.switzerland@singalliance.com](mailto:info.switzerland@singalliance.com)

**SingAlliance (Hong Kong) Ltd**

Unit 904-907, 9/F Dah Sing Financial Centre  
248 Queen's Road East  
Wanchai, Hong Kong  
T: +852 2639 3659  
E: [info.hongkong@singalliance.com](mailto:info.hongkong@singalliance.com)

**SingAlliance Pte Ltd  
(DIFC Representative Office)**

The Gate, Level 13 East, Office 10, DIFC  
PO Box 121208 Dubai, UAE  
T: +971 (0) 4 401 9158  
E: [info.dubai@singalliance.com](mailto:info.dubai@singalliance.com)



Ce document ne constitue ni une offre ni une invitation à acheter ou à souscrire des instruments financiers. Les informations contenues dans ce document proviennent de sources publiques soigneusement sélectionnées. Malgré la réalisation de toutes les diligences requises pour s'assurer que ces informations soient exactes au moment de leur publication, aucune déclaration de garantie n'est faite quant à leur exactitude, exhaustivité ou sincérité. Toute opinion contenue dans le contexte actuel peut être modifiée à tout moment sans préavis. La performance passée n'est pas indicative des résultats futurs.